

Côte d'Ivoire - Relations bilatérales
- Entretien de M. François
Hollande, président de la
République, avec M. Alassane
Ouattara, président de Côte d'Ivoire
- Communiqué de la présidence de
la République
(Paris, 15 mars 2017)

Le président de la République s'est entretenu avec son homologue ivoirien, M. Alassane Dramane Ouattara.

Le chef de l'État a confirmé le soutien de la France aux efforts de la Côte d'Ivoire en matière de restructuration des forces de sécurité, en particulier dans leur préparation au déploiement dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations unies ou de l'Union africaine. Il a indiqué que les Éléments français au Sénégal et les Forces françaises en Côte d'Ivoire mettaient en oeuvre cette coopération. Il a confirmé que la France poursuivrait, près d'un an après les attentats de Grand-Bassam, ses actions de formation au profit des forces ivoiriennes compétentes en matière de lutte anti-terroriste.

François Hollande s'est également félicité de l'avancement rapide du processus d'annulation et de conversion de la dette ivoirienne, initié en juillet 2012 et qui a permis le financement de nombreux projets dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du développement rural, des infrastructures ou encore de la justice et de l'État de droit.

Les deux chefs d'État se sont félicités que la Côte d'Ivoire soit désormais éligible aux crédits européens du Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration.

Enfin, les deux présidents ont évoqué plusieurs dossiers internationaux. S'agissant du Mali, ils ont salué les avancées que constituent la mise en oeuvre des premières patrouilles mixtes entre signataires de l'accord de paix et de réconciliation, mais aussi la mise en place d'autorités intérimaires dans plusieurs des régions du nord du Mali. En prévision de la réunion des ministres de la zone franc CFA qui se tiendra en avril à Abidjan, François Hollande a réaffirmé son ouverture à toutes les propositions que les États membres de la zone pourraient formuler à cette occasion, rappelant que cette monnaie et cette zone appartenaient aux pays qui la composent./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)